Xme Année. — N° 306. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 13 Mai 1911.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

L'Assassinat de Ferrer

ÉCLAIRCISSEMENTS

Paris, 2 mai 1911.

Chers Camarades,

J'ai lu avec surprise dans le bel article de notre camarade Pratelle cette critique formulée par Gorki et que j'ignorais complètement : « N'eût-il « pas mieux valu que les amis de Ferrer eussent « pu prévoir la catastrophe afin d'empêcher qu'elle « eût lieu ? »

Certainement Gorki parle en toute sincérité et a le droit de formuler toutes appréciations. Néanmoins, comme il n'a connu ni Ferrer, ni ses amis, ni les circonstances particulières du drame, sa critique est de tous points inexacte.

Puisque vous avez entrepris de présenter la physionomie réelle de Ferrer (ce qui aurait été fait tôt ou tard), en attendant que, dans un avenir encore éloigné, on puisse montrer Ferrer complet, je crois le moment venu de faire connaître quelques détails encore ignorés. Il s'agit moins de répondre à un reproche injurieux pour les amis de Ferrer et complètement injustifié que de fixer quelques points d'une inoubliable tragédie.

Rappelons d'abord que Ferrer, qui vivait à Paris depuis quinze ans, y était encore très peu connu des libertaires français lorsque, à la suite du legs de Mlle Meunier, il revint, en 1901, à Barcelone pour y fonder l'Ecole Moderne.

Même en 1906, lorsqu'il fut englobé dans le procès de l'attentat de Mateo Morral, Ferrer, en dépit de l'Ecole Moderne et de sa Librairie d'Edition, demeurait inconnu des neuf dixièmes de nos camarades. Sa très grande modestie, son caractère à la fois sérieux, tenace et taciturne l'éloignaient absolument des péroreurs et des « m'as-tu vu ». Il était, en outre, dans une situation qui lui imposait beaucoup de doigté, puisqu'il était étranger et en butte tant à la haine d'une femme qui avait cherché à le faire expulser d'abord, à le tuer ensuite, qu'aux pièges de l'ambassade espagnole.

En dehors de notre vieux frère de lutte Anselmo Lorenzo et de quelques autres en Espagne, Ferrer, à ce moment, n'était guère lié très intimément qu'avec Lorenzo Portet, ami de toute confiance, et avec moi-même. Certes, il était connu des républicains espagnols vivant à Paris mais ceux-ci, qui jugeaient avec raison qu'un abîme moral les séparait de Ferrer, l'avaient surnommé « l'anarchiste ». Leur rêve, c'était tout simplement de renverser le gouvernement pour prendre sa place ; le rêve de Ferrer c'était de changer de fond en comble la société.

A la vérité, il ne s'était pas déclaré anarchiste et cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que, plus soucieux des idées que des étiquettes, il lui paraissait inutile et même nuisible de désigner sous celle-là aux coups de l'autorité l'œuvre qu'il poursuivait. Dans un pays comme l'Espagne, il estimait, au contraire, avoir besoin, au moins occasionnellement, du concours des éléments en lutte contre l'oppression cléricale et monarchique. Il eût salué comme un premier pas une révolution même simplement républicaine telle que celle du Portugal mais en continuant lui-même à marcher, au-delà de la république gouvernementale et capitaliste, vers l'idéale *res publica* sociale et libertaire.

Comme il est impossible de plaire à tout le monde — et Ferrer n'en avait cure ! — comme il est impossible aussi à l'agissant individuel de faire connaître à tous son plan d'action pour le soumettre aux approbations ou aux critiques, Ferrer qui passait justement pour un anarchiste aux yeux de ses compatriotes républicains, passait pour un simple républicain — un attardé ! — aux yeux des anarchistes français qui ne le connaissaient pas.

Un républicain ! Un franc-maçon ! murmuraient nombre d'entre eux avec un superbe dédain fait d'ignorance.

N'empêche que, lorsque Ferrer ayant été incarcéré, au lendemain de l'attentat Morral (31 mai 1906), ses amis commencèrent la première campagne en sa faveur, nos camarades libertaires et la masse des socialistes (à l'exception des guesdistes) se joignirent au mouvement. Républicains, libres-penseurs, libéraux et le plus grand nombre des francs-maçons, en France, Angleterre, Belgique, Italie, etc., s'y joignirent également. L'ébranlement fut général et, cette fois, Ferrer fut sauvé.

Par contre, nombre de républicains espagnols étaient demeurés indifférents et, ignominie des ignominies, le grand maître de la Franc-Maçonnerie espagnole, Miguel Morayta, avait écrit aux loges italiennes pour les dissuader de défendre Ferrer !

Démarche qui fut, d'ailleurs, aussi inutile que honteuse.

Ferrer, une fois libéré après trois mois de détention, avait repris son œuvre. Ne pouvant obtenir la réouverture de l'Ecole Moderne et ayant, malgré son acquittement, perdu dans l'affaire une forte partie de sa fortune, il se consacra surtout à sa maison d'édition et à la Ligue pour l'Education rationnelle de l'Enfance. Ce premier procès l'avait fait connaître, tout au moins à une pléïade intellectuelle et révolutionnaire ; il lui avait acquis des amitiés fidèles, celles de Naquet, qui l'avait jadis connu chez Ruiz Zorrilla ; de Laisant, Charles-Albert, qui devinrent avec lui les piliers de la Ligue ; celles de Tarrida del Marmol, Paul Gille, Luigi Fabbri, William Lorand, Heaford et nombre d'autres, grâce auxquels le mouvement initié en France, se répercuta aussitôt à l'étranger. Car si les mouvements n'ont de valeur que par les masses qui y participent, ce sont toujours des individualités d'initiative qui impulsent ces masses.

Il était évident que le gouvernement espagnol chercherait une revanche. Aussi les amis de Ferrer eussent-ils souhaité lui voir transporter son centre d'action hors de la péninsule. Mais c'était chose difficile : en France, où maintenant il habitait une grande partie de l'année, il était à la merci d'un décret d'expulsion. De même en Belgique. L'Angleterre et l'Italie étaient trop éloignées.

Néanmoins, c'était surtout de Paris, ce fut ensuite de Londres (de février à juin 1909) que Ferrer s'occupa de sa Librairie et de la Ligue.

On sait comment la maladie de sa belle-sœur et de sa nièce, demeurant à Mongat, près de Barcelone, fit accourir à leur chevet cet homme qu'on a prétendu égoïste, dur et oublieux des siens. Vainement son ami Tarrida del Marmol le supplia-t-il, les larmes aux yeux, de ne point retourner en Espagne, en lui lançant ces paroles prophétiques : « on te tuera ». Ferrer partit.

Moi-même, étant à ce moment auprès de mon père mourant, je n'appris son voyage soudain en Espagne que vers la fin de juin par une carte postale dans laquelle il m'annonçait la mort de sa nièce.

On sait comment, s'étant attardé à Barcelone pour régler diverses affaires et veiller à l'édition espagnole de *La grande révolution* de Kropotkine, il fut surpris par les évènements. Le 26 juillet, jour où commençait la grève générale amenée par l'envoi des réservistes au Maroc et transformée en insurrection à la première décharge de la garde civile, Ferrer m'adressait une autre carte postale qui me parvint le 29.

Pour les politiciens républicains, Ferrer était un incommode anarchiste ; pour la masse ouvrière, hélas, en dépit de ses relations avec les militants du prolétariat révolutionnaire, il eût semblé un bourgeois ! Tout rôle de meneur lui eût été impossible.

Sa perte n'en était pas moins jurée : l'insurrection — qui fut essentiellement spontanée — cette insurrection qui n'avait eu ni chefs réels ni plans de combat, lui fut attribuée comme son œuvre.

Eveillé au péril de sa situation par la clameur de mort qui lançait son nom à tous les échos, Ferrer se cacha.

Où se cachait-il ? Voilà ce que nous ne pûmes savoir que bien des mois après son assassinat.

Nous eussions voulu nous mettre en communication avec lui mais, sachant combien nos personnes étaient surveillées, nous estimions devoir nous abstenir de toute recherche directe qui eût pu faire découvrir non seulement à nous mais encore à la police la trace de notre ami. Du moins tant que lui-même ne nous aurait pas donné avis d'agir.

Nous comprenions fort bien que Ferrer trouvait hasardeux de s'aventurer sur cette ligne de Barcelone à Cerbère, véritable souricière le long de laquelle il était guetté.

Pour dépister s'il était possible cette surveillance, je simulai un voyage à Londres, et peu après, m'arrangeai pour faire publier dans un journal belge, puis reproduire, une fausse interview de Ferrer à Londres, m'abstenant bien entendu de paraître en nom.

Cru à l'étranger, Ferrer eût pu passer effectivement à travers les mailles du réseau policier ; on eût peut-être aussi fini par laisser tranquille ses parents et amis, interné d'abord à Alcañiz, puis à Téruel.

Par malheur, Ferrer avait cent cinquante mille francs d'actions engagées à la Banque de Barcelone, engagement qui venait à échéance. Pour éviter que cette grosse somme fût perdue, la compagne de Ferrer, qui possédait une procuration, demanda l'autorisation d'aller à Barcelone renouveler l'engagement. On la lui accorda, ainsi qu'à José Ferrer, frère de notre ami.

On leur tendait un piège, finance et police étant de même famille.

Sous prétexte que la signature de Ferrer apposée au bas de la procuration était insuffisante, on en demanda une autre. La compagne et le frère de Ferrer se retirèrent sans soupçonner le traquenard et revinrent le surlendemain, munis de la nouvelle signature : c'était la preuve que Ferrer n'était pas en Angleterre, qu'il devait se trouver aux environs de Barcelone. On resserra le cercle des recherches.

Pendant ce temps, les deux plus intimes amis de Ferrer avait tenté mais en vain de savoir où il se cachait pour l'aller chercher de quelque manière que ce fût et le ramener en lieu sauf. Décidés à se rendre en Espagne seulement à coup sûr pour ne pas agraver une situation déjà si grave, ils avaient envoyé à Barcelone des camarades de confiance pour s'informer. Ce fut en pure perte.

Pourtant Ferrer m'avait fait parvenir indirectement une lettre, datée du 10 août, me parlant de la perquisition de douze heures dirigée à Mongat par le policier Salagarray et des impostures mortelles propagées contre lui par les cléricaux. Malheureusement, de peur que sa lettre ne fût interceptée, il s'était abstenu d'indiquer même vaguement sa retraite.

Ce que nous sûmes beaucoup plus tard, c'est que Ferrer, après être resté des semaines dans une cachette dérisoire, avait envoyé une personne de confiance demander pour lui l'hospitalité à un libraire de Barcelone, M. Granada, qu'il croyait son ami, et que celui-ci la refusa en s'écriant : « Vous allez me compromettre ! »

Ce même libraire, si nos renseignements sont exacts, aurait facilité l'impression d'une brochure perfide signée Luis Bertran, intitulée « *Yo acuso* » — *El Testamento de Ferrer*, et qui, naturellement, porte le nom d'une imprimerie servant de couverture. Brochure qui non seulement insulte — quelle bravoure ! et au profit de qui ? — celle qui était alors la compagne de Ferrer, mais qui lance les insinuations les plus malveillantes contre Lorenzo Portet, l'ami intime, de toute confiance et de toute sincérité, que Ferrer mourant chargea de reprendre son œuvre et qui n'a pu la reprendre jusqu'ici parce que les manœuvres du gouvernement espagnol l'ont empêché depuis un an et demi de prendre possession des fonds à lui légués par le martyr.

Je reviens au drame dont le dénouement eut lieu le 13 octobre dans les fossés de Montjuich. Comme les deux plus intimes amis de Ferrer échafaudaient des plans de sauvetage, Miguel Moreno arriva à Paris. Professeur dans une des écoles rationalistes qui avaient adopté le système de Ferrer, puis membre du Comité de grève de Barcelone pendant la semaine tragique, doué de décision et d'une remarquable activité, il vint trouver les deux amis de Ferrer et leur offrit de se joindre à eux dans l'entreprise. Il était vraisemblable qu'au moins l'une des personnes déportées à Alcañiz connaissait la cachette de Ferrer. Très résolument, il offrit de retourner en Espagne et, par un moyen que je n'ai pas à indiquer ici, de se rendre jusqu'à Alcañiz pour, une fois en possession de l'adresse, se joindre à la frontière avec les deux compagnons et, à tous trois, emmener Ferrer hors d'Espagne.

Plus tard, Moreno, sous l'influence néfaste d'une ville de plaisir comme Paris, perpétra des actes lamentables d'indélicatesse qui obligèrent ceux-mêmes qui le considéraient comme un frère à le désavouer. Il n'en est pas moins juste de reconnaître ce qu'il fit de bien, à un moment donné, et au péril de sa vie.

Il partit, arriva à Alcañiz, puis à Téruel où l'on venait de transférer les internés. Mais à ce moment même et comme les deux amis de Ferrer allaient se rendre au point convenu de la frontière, arriva la fatale nouvelle : Ferrer venait d'être arrêté. Moreno revint à Paris où, pendant de longs mois, on put le croire encore un camarade loyal et désintéressé.

Il n'y avait plus qu'à poursuivre une campagne acharnée en faveur de Ferrer comme de tous les autres prisonniers. Ce qui fut fait inlassablement, non sans difficultés car c'était la seconde campagne entreprise pour lui et dans des meetings nombre de camarades inintelligents ou grincheux s'étonnaient, protestaient même, déclarant qu'on ne s'occupait que de Ferrer (chose très fausse) et qu'on s'en occupait parce qu'il était riche, bourgeois, franc-maçon, etc.! Et même après l'assassinat du 13 octobre, il se trouva deux tristes feuilles à titre révolutionnaire, pour reproduire cette infamie comme le faisaient la *Libre Parole* et l'*Action Française*.

Tout ce qu'on pouvait faire : articles, meetings, manifestations, démarches, n'en fut pas moins tenté. Inutilement !

Sans doute, si une manifestation violente, comme celle qui se produisit le soir du 13 octobre devant l'ambassade d'Espagne, eût pu avoir lieu avant la comparution devant le Conseil de guerre, le gouvernement assassin d'Alphonse XIII eût pu hésiter. Le malheur est que — tout le monde le sait — la masse ne se soulève jamais que devant le fait accompli, c'est-à-dire quand il est trop tard.

Et aujourd'hui, quelques-uns — les mêmes qui trouvaient qu'on parlait trop de Ferrer — demandent, plus ou moins sincèrement, pourquoi son œuvre n'est pas continuée. Ils ignorent ou feignent d'ignorer que, par une série de machinations et à l'aide d'instruments — quelques-uns inconscients — le gouvernement espagnol a jusqu'ici empêché la liquidation de la succession. Le seul résultat tangible pour Portet principal héritier désigné, a été jusqu'ici de lui faire perdre sa place de professeur au Collège Commercial de Liverpool.

Lorsque le moment sera venu, je compléterai comme il convient cette première mise au point.

Bien cordialement à vous.

Ch. MALATO.

SUGGESTION BOURGEOISE

Huit mille hommes se sont levés pour protester contre un arrêté du Conseil fédéral ordonnant la fermeture d'un cercle, au Kursaal, où l'on jouait. Vingt mille signatures ont été apposées au bas d'une protestation, remise au Conseil d'Etat, contre le dit arrêté. Il serait puéril de le contester, l'élément ouvrier se trouve en forte proportion dans ces diverses manifestations.

Pour protester contre la fermeture du « Cercle des étrangers » d'où ils seraient exclus, s'ils y allaient, comme faisant tâche sur les habits sélects des parasites qui en sont les clients attitrés, les ouvriers ont retrouvé une énergie qu'on leur demanderait en vain pour soutenir les intérêts de leur classe. Il n'y a pas cent personnes pour s'intéresser aux différentes grèves auxquelles nos camarades des corporations du bâtiment ont dû recourir pour faire valoir des droits méconnus. On en trouve des milliers pour demander que l'exploitation sans scrupule des étrangers puisse trouver sa dernière formule autour du tapis vert d'un cercle.

C'est suggestif, vraiment. La classe ouvrière a marché pour maintenir la réglementation de la prostitution ; elle a marché pour la liberté de l'empoisonnement absinthique ; elle a marché pour la liberté du jeu. Elle ne marche pas pour protester contre les logements insalubres dont elle souffre ; elle ne marche pas pour empêcher les expulsions des camarades étrangers dont le seul délit fut d'avoir défendu la classe ouvrière ; elle ne marche pas contre cette fameuse «liberté du travail» légalement garantie et défendue par tous les fainéants de l'ordre mis sur pieds pour sauvegarder les intérêts de quelques exploiteurs amis de la liberté jusqu'à la séquestration de leurs ouvriers. Elle ne marche pas pour protester contre l'exploitation des jeunes filles dans les ateliers de couture où elles travaillent souvent douze à quatorze heures par jour malgré les fallacieuses lois de protection ouvrière. Elle ne marche pas pour s'opposer au trust des loyers organisé par une bande de régisseurs contre sa vie, sa santé, son développement physique et moral. Elle ne se lève pas pour obtenir des conditions de vie meilleures dans lesquelles ses énergies pourraient se reconstituer pour se dépenser de nouveau dans une volonté plus large et plus consciente.

Son propre bien-être ne l'intéresse guère ; mais parlez-lui d'un cercle qui se ferme et dont les croupiers ne pourront plus ramener de leurs coups de râteau les sommes considérables que la folie du jeu avait jetées sur le tapis. Tous debout pour le maintien du Kursaal ! Et toute la foule s'ébranle aux appels de gens intéressés, qui seraient ruinés ou tout au moins dans la gêne pour longtemps si les mensualités du Kursaal venaient à leur manquer.

Peut-on dire que ce soit en haine de l'hypocrisie religieuse que la foule s'émeut. Pas du tout. Les mômiers protestants peuvent saturer les murs de leurs insipides appels ; ils peuvent dresser leurs tentes dans les quartiers les plus populeux sans que la moindre note discordante ne soit lancée. Un Frank Thomas, maître du genre, peut en toute sécurité débiter les plus énormes âneries, personne ne s'étonnera de cette éclipse de bon sens. Les pasteurs peuvent en toute sécurité venir embêter les gens à domicile, personne ne les prendra par le collet pour les flanquer à la porte comme ce serait le droit strict de ceux que ces croquants agacent. Les mômiers, mais ils ont toute liberté, dans ce pays ; ils doivent même émarger à la police, tant celle-ci est inondée de leurs rapports ; ils font la pluie et le beau temps. Un conférencier anti-religieux leur va-t-il aux nerfs, aussitôt une théorie de ces visqueux personnages s'ébranle et monte à l'Hôtel-de-Ville. Bientôt une menace d'expulsion est là qui écarte le gêneur. Personne ne dit mot ; les libres-penseurs envoient une protestation qui est mise au panier, naturellement, et tout le monde est content : mômiers hypocrites, libres-penseurs lymphatiques et multitude inconsciente.

Que nous parle-t-on de mômiers à remettre à leur place quand il y a fort longtemps, par tradition nationale, qu'ils font ce qu'ils veulent sans souci de piétiner sur la liberté d'autrui. Ces sautes brusques de la foule les font se tenir tranquilles pendant que la bourrasque passe, puis, bientôt, ils reprennent leur œuvre de taupes silencieuses. Il faudrait de la conviction dans le peuple et bientôt il se débarrasserait de cette vermine religieuse et de bien d'autres parasitismes encore. Mais la conviction manque. La confiance en soi n'existe pas ; aucune idée maîtresse ne conduit la masse. Le premier exploiteur venu a beau jeu pour pêcher en eau trouble.

Dans cette dernière affaire, ce sont les radicaux de gouvernement qui s'en sont servi pour leurs petites combinaisons, comme ils le firent marcher jadis au nom d'une morale utilitaire pour conserver les maisons de tolérance. C'est ainsi que le peuple sanctionne son propre esclavage; c'est ainsi qu'il accepte toutes les soupapes de sûreté qui permettent longue vie à la société capitaliste. C'est ainsi qu'à la morale démocratique du passé qui parlait d'élever le peuple, on a substitué une morale bien bourgeoise ne jugeant des choses que par l'intérêt mercantile du négoce de la cité. Et c'est encore le peuple qui défend ainsi les intérêts des tenanciers de tripots et de tous les exploiteurs qui vivent plus ou moins dans leurs eaux.

Si nous joignons à cette campagne fameuse la basse hypocrisie des gens du *Journal de Genève* et des pires saligauds du parti démocratique, on aura une riche idée de la mise en œuvre des différentes couches de la bourgeoisie genevoise. Ces gens qui ont accordé toutes leurs faveurs aux tenanciers du Kursaal lorsqu'ils en avaient le pouvoir ont beau jeu maintenant pour se faire les chevaliers au cygne de la vertu menacée. Ces histrions dont les vertueuses indignations leur viennent au retour de quelques escapalades en terre babylonienne ne tromperaient plus personne s'il n'y avait pas autant de gens dont l'intérêt consent à la duperie.

Jolie atmosphère, vraiment, que celle de la Rome protestante, pourrie plus encore d'hypocrisie que de vices !

Prostitution, alcoolisme, maisons de jeu, n'y aurait-il donc plus pour le peuple, pour les travailleurs surtout, d'autres mobiles d'action que ces tristes effets de l'exploitation capitaliste et encore dans le but de les conserver infiniment ?

Ne s'en prendra-t-on jamais avec la volonté d'en finir, aux causes mêmes de nos misères considérées comme des tares et non plus comme une condition nécessaire à notre vie ? Esperons le contraire. En attendant, les pires turpitudes de la société capitaliste sont encore, pour le monde écœurant de la politique, un moyen comme un autre, de préparer une plate-forme électorale. Joli programme, vraiment, que celui de la démocratie actuelle, qui a pour base la prostitution de la femme, l'abrutissement alcoolique de l'homme et la folie du jeu du dégénéré.

G. H.

LUTTE ÉCONOMIQUE

I

En 1848 déjà, Proudhon avait fixé la ligne de conduite de son journal : *Le Peuple*, par ces mots qui laissaient pressentir toute une nouvelle civilisation :

Qu'est-ce que le producteur ?

Rien !

Que doit-il être ?

Tout !

Ce propos résume admirablement encore tout le socialisme.

La vie, celle qui se passe dans nos sociétés industrialisées, ne saurait se concevoir sans les producteurs. Ce sont les carriers, les maçons, les charpentiers, les architectes, tous les ouvriers du bâtiment qui contribuent par leur immense labeur à l'édification des maisons. Les logis les plus luxueux comme les plus modestes sont leur œuvre. Les boursicotiers, officiers, rentiers, gratte-papiers et regrattiers de toutes espèces n'ont jamais posé pierre sur pierre et ne pourraient se prévaloir d'une œuvre utile quelconque. De même la confection des vêtements qui, à l'heure actuelle, sont devenus indispensables à tous, c'est encore aux préparateurs de lin, de laine, de coton, aux chapeliers, cordonniers, blanchisseuses, couturières, tailleurs, etc., que la collectivité la doit. Les législateurs, au contraire, n'ont jamais fourni à ce sujet le moindre apport. S'agit-il de l'alimentation, c'est également à diverses catégories de prolétaires qu'il faut avoir recours. Sans les producteurs, l'existence ne serait pas possible une minute, tandis que tous les capitalistes et leurs soutiens, bien loin de produire quoique ce soit de bon, accaparent la meilleure part, en vrais parasites. Il n'y a pas jusqu'aux moyens de transport, aux objets de luxe même, qui ne proviennent de la gent productrice. Et tandis que les paysans et ouvriers, avec quelques travailleurs intellectuels, sont les artisans de tous les éléments de la vie, par un comble d'injustice, ces mêmes producteurs sont pourvus des plus mauvais objets de consommation, et souffrent sans cesse de maintes privations.

Des fendeurs de cheveux en quatre nous diront bien que ce sont des salariés qui font aussi les produits nuisibles, les mets frelatés, les vilains taudis, les habits camelotés. C'est vrai, mais ce côté désastreux de la production, dont les bourgeois sont d'ailleurs les seuls à tirer profit — car ils ont réussi à exploiter jusqu'à la misère — ne change en rien ce fait grandiose, indéniable, décisif : que la vie n'est permise que grâce à l'effort producteur des travailleurs.

Et alors que la société n'existe que par les producteurs, on constate que ces mêmes producteurs vivent dans un état constant de servitude. De l'enfance à la mort la situation réciproque du prolétaire et du bourgeois est d'une inégalité choquante, révoltante.

L'enfant de la bourgeoisie vient au monde entouré de soins, de bonnes choses et de richesses. Avant d'avoir fait un geste, il est déjà comblé de biens, ces capitaux mêmes sont déposés à la banque en son nom, afin, sans doute, de prouver à tous la vérité de cet adage chrétien : le bien vient en travaillant !

Le petit prolétaire, au contraire, commence son existence par des dettes. Non seulement les langes, le bon air, le soleil, la nourriture saine lui feront vite défaut dans le pauvre logis de ses pères et

mères, mais la société lui apportera en partage la dette publique qu'elle doit aux rentiers dans tous les Etats, et que les producteurs payent par leur besogne productrice, qu'ils peuvent seuls payer à tant par tête d'habitant. C'est l'ouvrier qui payera, en attendant, les impôts pris sur son salaire pour ce petit nouveau-né. Et celui-ci devenu salarié aura vite l'obligation de se laisser gruger à son tour et de payer pour le passé, le présent et l'avenir, pour lui, producteur, et pour les improductifs.

Peut-être un jour, le petit prolétaire, privé des joies de la jeunesse, poussé par la faim, chipera-t-il un jouet ou un petit pain ? La bourgeoisie prévoyante aura alors institué des tribunaux pour enfants qui l'enverront pourrir pendant des années au bagne des gosses, pendant que le petit privilégié sera surchargé de jouets et gavé de bonbons. Celui-là ne risquera pas le tribunal pour enfants, institution de classe qui montrera mieux que n'importe quoi la duplicité abominable de notre civilisation actuelle.

Puis il y a l'école. Là encore, ce sera au détriment du prolétariat qu'elle fonctionnera et c'est dans l'intérêt de l'Etat et du capitalisme qu'elle prendra l'enfant du peuple. On lui apprendra, à cet enfant, tout d'abord le respect des hiérarchies, la soumission au chef, au maître, au gouvernant, au propriétaire. Avec l'apprentissage de la docilité, ce sera celui de la croyance en Dieu, en la patrie, de sorte qu'à vingt ans cet enfant, au premier appel de l'autorité, s'amènera, humble et résigné, presque content. On lui dira d'enfiler un uniforme, il le mettra. Le fusil qu'on lui tendra sera pris également. On lui commandera : Regarde à gauche — et il regardera. Regarde à droite — il se tournera à droite. Mets-toi à genou — il se mettra à genou. A plat-ventre, quand il le faudra. Il reprendra le fusil et marchera contre ceux qu'on lui désignera, sans hésiter, serait-ce ses frères du taudis, ses camarades d'atelier, ses compagnons de misère demandant plus de pain. On peut le dire, toute l'éducation de la bourgeoisie aboutit à ce non-sens qui défrayera les chroniques futures : prendre au sein de la classe des travailleurs, des enfants, des travailleurs, les militariser et les faire marcher contre les travailleurs en bourgeron. Suprême habileté, vraiment, que de faire servir une partie de la classe exploitée au profit de la classe exploiteuse et contre les exploités ! L'équivoque de la fameuse école officielle, gratuite et obligatoire, institution de classe par excellence, finira bien par être percée.

Sur le terrain du travail, l'inégalité de situation entre bourgeois et producteurs sera naturellement plus nette encore. Tandis, en effet, que le salarié devra laisser une part sur son travail, — le profit du patron, du commerçant — l'employeur exige le fruit de son effort (quand encore il en fait un), plus une partie du fruit de l'effort de l'employé. Et alors que ce vol bourgeois est considéré comme une plus-value légitime, les réclamation des salariés sont toujours, aux dire de la presse bien pensante, exhorbitantes, dangereuses, susceptibles de faire périr l'industrie, la production. Ineptie d'une belle hypocrisie, état de fait d'une belle duplicité.

S'agit-il d'envisager les crises et les périodes de chômage, on retrouvera là aussi la terrible incohérence qui recouvre notre état social. Sous prétexte que les réserves des fabricants sont pleines, et alors que des masses de gens manquent pourtant du strict nécessaire, le capitalisme arrête sans autre la production dans tel ou tel domaine, flanquant sur le pavé des masses de travailleurs, augmentant le désarroi, multipliant les affamés. Défaut de consommation d'un côté, défaut d'occupation d'autre part, c'est comme cela que la bourgeoisie gère la production, si tel est son intérêt. C'est là une incurie véritablement criminelle dont le peuple fait tout les frais, mais qui permet les plus fabuleux trusts et la suprématie sans limite de certains capitalistes.

Tout cela finit par porter de terribles ravages dans les rangs du prolétariat. On ne vit pas impunément dans les privations matérielles sans que la santé en souffre. Aussi la proportion des maladies est-elle bien plus forte chez les salariés que parmi la bourgeoisie, et les premiers, de l'avis des enquêteurs mêmes, meurent-ils dans des proportions trois à quatre fois plus grandes que la seconde. Le droit à la vie est ainsi un odieux mensonge, et ni le patriotisme, ni le christianisme ne réussirait à nous donner le change sur les assassinats économiques dont se meurt à chaque heure, à chaque seconde le peuple producteur et dont sont responsables tous les défenseurs du désordre actuel.

A une pareille situation sociale, qui fait disparaître ainsi, bon an, mal an, de l'Europe seulement, six millions d'individus qui meurent de misère uniquement, qui s'en vont d'une façon prématurée par manque de nourriture, par défaut d'habits convenables, par la faute du taudis malsain, parce qu'ils n'ont point le travail harmonique, à une aussi tragique, sinistre, meurtrière existence dont sont victimes précisément les seuls artisans de tout ce qui permet la vie, faut-il chercher trente-six remèdes ? Est-ce l'espéranto, l'antialcoolisme, les ligues sociales d'acheteurs, l'armée du salut, la législation ouvrière, les coopératives, le malthusianisme, les élections de députés qui pourront redresser les situations, faire prospérer les existences prolétariennes, rendre au peuple ce qu'il a produit, lui assurer la vie ?

On se rend bien compte qu'il n'y a qu'une solution : que les producteurs reprennent tout ce qu'ils font et qu'ils réorganisent le travail eux-mêmes, entre-eux. C'est l'expropriation qui reste le seul but à atteindre. J. W.

Les nouveaux parasites du travail

Sous le titre *Vers la débâcle* nous lisons dans le *Peuple Suisse :*

L'Union ouvrière de Neuchâtel s'est retirée de la Fédération des Unions ouvrières de la Suisse romande. C'est le commencement de la fin.

Que reste-t-il encore de ce mouvement syndicaliste, libertaire et surtout confusionniste ? Rien ou presque rien.

Ce qui est le plus navrant dans tout cela, ce sont les années perdues pour l'organisation syndicale, au sens sérieux et élevé du mot, dans la Suisse romande.

Ces messieurs du socialisme parlementaire et profitard ne sont jamais aussi pressés de nous enterrer que lorsqu'ils nous sentent vivants, très vivants même. Il y a une dizaine d'années, M. Sigg nous taxait déjà d'un demi-quarteron, et néanmoins que de fois depuis lors ce demi-quarteron a su s'affirmer, alors que les soi-disant socialistes ne se préoccupaient que de *caser* l'un ou l'autre de leurs membres !

Leur députation est réduite de la moitié, leur organe aussi, leurs groupes n'ont aucune vie en dehors des périodes électorales et n'ont qu'un nombre infime d'adhérents, leur Maison du Peuple fait faillite... et après cela c'est du commencement de la fin des syndicalistes et anarchistes que nos créchiers et aspirants-créchiers veulent bien parler ! C'est à n'en pas douter de l'inconscience.

L'Union ouvrière de Neuchâtel a démissionné, d'autres pourront l'imiter et nous ne nous en porterons pas plus mal. Nous l'avons dit plus d'une fois que d'aucuns se rallient à l'idée d'action directe, en attendant toutefois que d'autres la pratiquent pour eux. Ce sont-là des adhésions absolument passives, qui, venant à manquer, ne diminuent en rien notre influence et notre force. Nous ne perdons pas un seul de nos camarades à Neuchâtel ; ils continueront tous à nous appuyer comme par le passé et il n'y aura en somme rien de changé.

Les groupements révolutionnaires ne peuvent englober une majorité qu'au moment même de la révolution, jamais auparavant. D'ailleurs, que de chercheurs de *petits profits* dans le monde ouvrier ! Ils viennent parfois à nous, sans se déclarer entièrement des nôtres, et après avoir constaté que dans nos rangs il n'y a qu'à *se donner*, mais qu'il n'est pas possible de *se vendre*, ils s'empressent de nous tirer leur révérence. Parfois, ce n'est qu'un petit calcul, pour se faire apprécier davantage dans leur *parti*, afin que celui-ci s'empresse de leur donner la place convoitée !

Rien ne s'applique mieux, du reste, aux rédacteurs du *Peuple Suisse* que le mot de confusionnistes dont ils aiment gratifier leurs adversaires. Prenez la collection du dit journal, depuis qu'il existe, et vous y trouverez les idées les plus disparates, les opinions les plus contraires soutenues tour à tour par les mêmes rédacteurs ! Non, c'est incroyable, par exemple, ce qu'il a pu tourner un bonhomme aussi lourd en apparence que Jean Sigg ! Ce qui les confond chez nous c'est précisément notre ligne de conduite toujours fidèlement suivie sans compromissions ni marchandages ! Et c'est surtout parce que nous les confondons qu'ils nous traitent de confusionnistes !

Mais le comble de l'impudence, c'est de parler de temps perdu ! Ah ! non, ce que le socialisme parlementaire, les luttes électorales, les alliances avec les politiciens bourgeois de toutes couleurs nous en ont fait gagner du temps ! Ce que tout cela a hâté la compréhension des idées socialistes au sein des masses ouvrières, surtout lorsqu'on voit les plus fougueux défenseurs du prolétariat émarger à un ou plusieurs chapitres du budget et finir même dans la peau de chefs policiers.

Allons ! un peu moins d'impudence et un peu plus de prudence ! L'organisation syndicale, « au sens sérieux et élevé du mot », serait celle qui permettrait surtout de créer quelques nouvelles sinécures pour quelques travailleurs *honoraires*, n'est-il pas vrai ? Et nous ne comprenons que trop votre haine pour les adversaires décidés que nous sommes de tout nouveau parasitisme se formant sous prétexte de combattre l'ancien ! Nous menaçons votre gagne-pain en déssillant les yeux des travailleurs, en leur ôtant la confiance dans les dirigeants pour leur donner celle en eux-mêmes.

L. B.

LES GRÈVES A GENÈVE

Nous venons à peine de sortir d'une période de crise économiqve, qu'un beau réveil paraît tout-à-coup se produire dans le monde ouvrier. Nous comprenons la hâte de revenir ne fût-ce qu'aux conditions d'avant la crise, de mettre pour cela les salaires en rapport avec le coût toujours plus élevé de la vie, de refréner quelque peu la rapacité patronale qui abuse particulièrement d'une dépression plus ou moins réelle du marché ; mais pourquoi notre inaction alors que les besoins étaient plus grands, plus urgents, et que la misère nous frappait plus durement et en plus grand nombre ?

C'est ici que nos très savants fonctionnaires ouvriers nous attendent pour exalter précisément l'énorme valeur de leur profonde tactique qui réussit parfois à faire obtenir aux salariés quelques centimes.

— Vous en voyez bien toute l'importance ! — disent-ils. C'est l'aiguillon le plus efficace à l'action que nos résultats pratiques, tangibles, autrement importants que toute votre phraséologie !

Nous nous rappelons même un petit monsieur aussi stupide que prétentieux, qui au plus fort de la crise horlogère se réjouissait de la veulerie du peuple et nous disait : — Où sont à l'heure actuelle les anarchistes, les révolutionnaires qui s'en vont répétant de prendre aux jours de misère là où il y a ! Aucun cas de *reprise* n'est venu à notre connaissance ; c'est donc que ces partisans de l'action directe se sont résignés à leur misérable sort, comme tout le monde d'ailleurs !

Le même monsieur, bien entendu, s'il s'était trouvé des malheureux pour se révolter, aurait fait chorus avec tout le monde bien pensant contre eux, en déclarant leur geste inutile, criminel, nuisible aux intérêts du prolétariat !

Mais passons. Il importe de préciser la situation qui est celle-ci. Les crises économiques, de l'aveu même des économistes bourgeois, deviennent de plus en plus fréquentes. Or, s'il est impossible de lutter en période de crise, que va-t-il arriver ? Les quelques maigres conquêtes que les « puissantes » organisations pourront faire seront vite arrêtées et compromises par une dépression financière, industrielle ou commerciale quelconque. D'autre part, les charges de l'Etat devenant de plus en plus lourdes nous serons de plus en plus imposés, sans compter le phénomène du renchérissement de la vie qui se généralise et s'affirme tous les jours davantage. D'où une condition bien précaire sinon toujours plus misérable, sans espoir certes de s'en sortir par quelque merveilleux contrat collectif.

Dès lors — et nous posons surtout la question aux gens *pratiques* — que faut-il faire ? Il est évident qu'il ne reste plus qu'à convaincre les masses de la nécessité d'une profonde transformation sociale et à les aiguillonner dans ce sens, car si nous continuons à faire grève, sans rien voir au-delà des petites améliorations que nous réclamons, il est évident que celles-ci étant presque toujours annulées par suite des répercussions économiques propres à la société bourgeoise, il s'ensuit de tant de déceptions répétées un découragement et un scepticisme toujours plus grands parmi les producteurs. Tâchons donc en perdant l'espoir dans les réformes d'arriver en même temps à la croyance dans la révolution.

LA RÉVOLUTION MEXICAINE

Aux travailleurs du monde entier.

Camarades,

Il y a environ quatre mois que le drapeau rouge du prolétariat flotte sur les champs de bataille du Mexique, soutenu par des travailleurs émancipés dont les aspirations se résument dans ce sublime cri de guerre : *Terre et Liberté !*

Le peuple mexicain est en rébellion ouverte contre ses oppresseurs et les propagandistes des idées modernes participent à l'insurrection générale. Ces derniers, convaincus de l'inefficacité des panacées politiques pour sauver le prolétariat de l'esclavage économique, ne croient pas à la bonté des gouvernements paternels ni à l'impartialité des lois élaborées par la bourgeoisie. Ils savent que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, et ne comptent que sur l'efficacité de l'action directe. Ils méconnaissent

d'ailleurs, le droit « sacré » de propriété, et n'ont empoigné les armes pour élever aucun maître, mais pour briser les chaînes du salariat. Ces révolutionnaires sont représentés par la « Junta organizadora del Partido Liberal mejicano » (51 9 1/2 E. th St., Cal., U. E. A.), dont l'organe officiel, *Regeneracion,* explique avec clarté les tendances.

Le Parti Libéral mexicain ne lutte pas pour faire tomber le dictateur Porfirio Diaz et mettre à sa place un autre tyran. Le Parti Libéral mexicain a pris part à l'insurrection actuelle avec la ferme intention d'exproprier la terre et les instruments de travail pour les remettre au peuple, c'est-à-dire à tous et à chacun des habitants du Mexique, sans distinction de sexe. C'est l'acte qu'il considère comme essentiel pour arriver à l'émancipation effective du Mexique.

Il y a également sous les armes un autre parti : le parti antiréélectionniste, dont le chef, Francisco I. Madero, est un millionnaire. Sa fortune a été créée et augmentée par la sueur et les larmes des travailleurs dans ses propriétés rurales. Ce parti lutte pour rendre « effectif » le droit de vote, et constituer, en somme, une république bourgeoise comme celle des Etats-Unis. Son caractère nettement politique et capitaliste le rend, naturellement, ennemi du Parti Libéral mexicain, parce qu'il voit dans l'activité des libéraux un danger pour le maintien de la république, qui garantit aux politiciens, aux chercheurs d'emplois, aux « riches », à tous les ambitieux, à ceux qui veulent vivre des souffrances et de l'esclavage du prolétariat la continuation de l'inégalité sociale, du régime capitaliste, la division de la famille humaine en deux classes : exploiteurs et exploités.

La dictature de Porfirio Diaz touche à sa fin, mais la Révolution ne cessera pas de ce seul fait ; sur la tombe de cette ignominieuse dictature, les deux classes sociales : celle des rassasiés et celle des affamés, resteront debout vis-à-vis l'une de l'autre et les armes à la main : la première prétendant à la prépondérance de ses privilèges, et la seconde à l'abolition de ces privilèges en instaurant un système qui garantisse à tout être humain le Pain, la Terre et la Liberté.

Cette formidable lutte entre les deux classes sociales au Mexique n'est que le premier acte de la grande tragédie universelle qui bientôt aura pour scène la surface de notre planète, et dont l'acte final sera le triomphe de la formule généreuse Liberté, Egalité, Fraternité que les révolutions politiques de la bourgeoisie n'ont pas réalisée.

Camarades du monde entier, la solution du problème social se trouve dans les mains des déshérités de toute la terre : elle n'exige que la pratique d'une grande vertu : la **Solidarité.**

Vos frères du Mexique ont eu le courage d'arborer le drapeau rouge, non pas pour une puérile démonstration dans les rues, où l'on a presque toujours quelques arrestations à déplorer, mais pour l'élever fermement sur le champ de bataille comme un défi à cette vieille société que nous cherchons à détruire pour fonder sur un terrain solide la nouvelle société d'Amour et de Justice.

Nos efforts, pour généreux et dévoués qu'ils soient, seraient anéantis par l'action solidaire de la bourgeoisie de tous les pays du monde. Seulement pour avoir vu le drapeau rouge sur les champs de bataille mexicains, la bourgeoisie des Etats-Unis a obligé le président Taft à envoyer 20,000 soldats à la frontière du Mexique et plusieurs navires de guerre dans les ports mexicains. Que font pendant ce temps les travailleurs du monde entier ? Ils se croisent les bras et contemplent comme sur une scène les personnages et les péripéties de ce terrible drame, qui devrait émouvoir tous les cœurs, soulever toutes les consciences, faire vibrer intensivement tous les déshérités de la terre et les mettre debout comme un seul homme.

De l'agitation ! C'est le suprême recours du moment. Agitation individuelle des travailleurs conscients ; agitation collective des sociétés ouvrières et de celles de la Libre-Pensée ; agitation dans la rue, au théâtre, dans le tramway, dans les centres de réunion, dans les foyers, partout où il y aura des oreilles disposées à nous entendre, des consciences capables de s'indigner, des cœurs que l'injustice et la brutalité du milieu n'ont pas encore endurcis ; agitation au moyen de lettres, manifestes, feuilles, conférences, meetings, par tous les moyens possibles, afin de faire comprendre la nécessité d'agir avec rapidité et énergie en faveur des révolutionnaires du Mexique, qui ont besoin de trois choses importantes : de la protestation mondiale contre l'intervention des puissances dans les affaires mexicaines, de travailleurs conscients décidés à propager les doctrines d'émancipation sociale parmi les inconscients, et de l'**argent** pour soutenir la Révolution Sociale au Mexique.

Camarades, faites réimprimer ce manifeste, faites-le traduire dans toutes les langues et faites-le circuler partout. Demandez à la presse ouvrière de l'insérer dans ses colonnes. Lisez *Regeneracion* et envoyez votre obole à la « Junta organizadora del Partido Liberal Mejicano », 51 9 1/2 E. 4 th., St., Los Angeles, Californie, U. E. A.

Notre cause c'est la vôtre : c'est la cause du sombre esclave de la glèbe, du paria de l'atelier et de l'usine, du galérien de la marine, de tous ceux qui souffrent comme nous de l'iniquité du régime capitaliste. Si vous demeurez inactifs quand vos frères reçoivent la mort en agitant le drapeau rouge, vous porterez avec votre inaction un rude coup à la cause du prolétariat.

Vous êtes maintenant renseignés sur la Révolution sociale au Mexique. Que vous faut-il pour agir ? Attendez-vous que ce généreux mouvement soit écrasé, pour faire retentir vos protestations, qui alors seront impuissantes pour ressusciter ceux de vos frères, les meilleurs, tombés, et pour ôter des cœurs le découragement qu'occasionnerait l'insuccès, insuccès que vous-mêmes aurez préparé par votre indifférence ?

Il faut y penser, camarades, et il faut agir vite, sans perdre de temps, avant que votre aide n'arrive trop tard.

Il faut bien comprendre dans quel danger nous nous trouvons, en face de tous les gouvernements du monde, qui voient dans le mouvement mexicain l'apparition de la Révolution Sociale, la seule que craignent les « puissants » de la Terre.

Camarades : faites votre devoir.

Donné par la Junta organizadora del Partido Liberal mejicano, en la Ciudad de Los Angeles, California, U. E. A., le 3 avril 1911.

RICARDO FLORES MAGON. — ANTONIO DE P. ARAUJO. — LIBRADO RIVERA. — ANSELMO L. FIGUEROA. — ENRIQUE FLORES MAGON.

Au sujet des coopératives

Un camarade m'écrit que le principe coopératif est un principe communiste et anarchiste par essence et qu'on peut s'arranger pour conserver, dans la société présente, une valeur rénovatrice aux coopératives. Les prolétaires possédant, malgré leur misère, une certaine puissance de consommation, cette puissance peut quelquefois être utilisée pour leur propre émancipation au lieu de profiter au seul commerce bourgeois. Mais trois conditions seraient pour cela nécessaires.

Primo. Il faut que dans les coopératives que les travailleurs fondent n'entre aucun élément non producteur, non salarié. Dès que des petits patrons ou commerçants mettent les pieds dans un tel groupe, ils lui donnent une allure de conservation sociale et la lutte de classes y est amoindrie, supprimée ou même développée dans l'intérêt de la bourgeoisie. Il s'agit donc de fonder les coopératives sur une base de classe, sous le contrôle des syndicats ouvriers ; seuls les producteurs, les salariés, moralement engagés à se syndiquer devraient faire partie de la coopérative.

Secondement. Que la coopérative ne distribue jamais de ristourne à ses membres. Les bénéfices, s'il y en a, doivent aller aux œuvres de propagande ouvrière. Ainsi les préoccupations d'argent et étroitement égoïstes ne peuvent se faire jour, et les coopérateurs ne sont point des commerçants en nom collectif, mais ils forment un groupe qui aide à la propagande : soutien d'écoles ouvrières, fournitures de locaux pour syndicats, création de bibliothèques, constitution de fonds de grève.

En troisième lieu. Ne jamais mettre dans les conseils d'administration des coopératives et dans le personnel de gérance des camarades révolutionnaires. Ceux-ci, l'expérience l'a démontré, perdent leur ardeur combattive pour s'user à l'administration, que de vulgaires réformistes ou des ouvriers timorés, pacifiques, peuvent faire aussi bien. La coopérative peut bien admettre à la rigueur, comme employés, des ouvriers pourchassés par les patrons pour leur propagande, mais qu'on ne leur donne pas la responsabilité de l'entreprise, car celle-ci deviendrait pour eux un but, et les fins révolutionnaires du mouvement ouvrier sont alors oubliées.

Donc, coopératives à base syndicale, dont tous les bénéfices vont à la propagande, et gérées par des camarades qui ne soient pas des militants révolutionnaires, telles sont les normes, que d'après l'un des nôtres, l'on pourrait admettre. Ainsi les groupements ouvriers s'assureraient en partie par ci par là « la matérielle » dont nous avons constamment besoin dans notre mouvement. Aucune intrusion bourgeoise, aucune déviation mercantile, aucune trahison de révolutionnaire n'en pourraient, d'autre part, amoindrir la portée, par le contrat constitutif même.

Oui, mais observons que de telles coopératives n'existent guère. En outre, elles ne pourraient jamais être qu'un accessoire au mouvement ouvrier, celui-ci devant viser avant tout, pour avoir une signification vraiment révolutionnaire, à la *réorganisation de la production* — ce qui laisse absolument entière la nécessité urgente, implacable, de l'expropriation de la bourgeoisie et de la reprise de possession de la terre et des instruments de travail.

Quoi qu'il en soit, la question des coopératives, telle qu'elle vient d'être délimitée, est intéressante, et quoique s'adressant plutôt aux syndicalistes, la discussion est ouverte. Vidons-la une fois. J.W.

Au Moyen-Age

Ci-dessous nous reproduisons un contrat de louage de services qui nous est tombé entre les mains, et qui, malgré qu'il soit relatif à notre époque, semble nous faire revivre presque quelques siècles en arrière. Mais non, il s'agit bien du XXe siècle, et cela se passe en Suisse, le pays de la liberté démocratique, comme chacun sait. Car tous les citoyens sont libres, chez nous, c'est entendu. Voyons un peu.

L'Hermitage-sur-Lausanne, le 25 février 1910.

Engagement d'Emile Ansermier, de Penthalaz.

Emile Ansermier entre au service de M. et Mlle Bugnion, le 21 mars 1910, comme apprenti jardinier. Il sera nourri chez le jardinier Henri Marmet, auquel M. Bugnion payera sa pension et il recevra une bouteille de vin par jour. Il recevra fr. 40 de gage par mois et 6 tabliers de jardinier par an, soit 3 en mars et 3 en septembre. Son salaire lui sera réglé à la fin de chaque mois et il sera engagé au mois, devant prévenir de part et d'autre, 15 jours à l'avance, si cet engagement était rompu.

Emile Ansermier devra pourvoir lui-même au blanchissage de son linge et au raccommodage de ses vêtements.

Emile Ansermier s'engage à ne pas fumer et il lui est défendu de fréquenter les pintes.

Il se rendra de 15 en 15 jours au culte, à l'église le dimanche matin et il pourra sortir de 15 en 15 jours le dimanche après midi. Il devra surveiller le jardin potager et la campagne le dimanche matin et le dimanche après midi lorsqu'il ne sortira pas et aider le jardinier, le dimanche matin, comme les autres jours de la semaine, dans tout ce qu'il lui dira de faire. S'il survient un orage dans la nuit du samedi au dimanche, il devra aider le jardinier à ratisser les terrasses autour de la maison et le grand sentier qui descend de l'Hermitage à la place de la Barre. En cas de neige, il devra aussi ouvrir et balayer le grand sentier, le dimanche matin, mettre le sable aux endroits glissants et enlever la neige sur les balcons de la maison si cela est nécessaire. Il devra aller faire les commissions à la ville chaque fois qu'on le lui demandera et il devra chaque dimanche matin aller chercher le pain à 7 heures, à la Boulangerie du Tunnel. Il devra porter le bois du bûcher à la cuisine 3 fois par semaine et transporter le bois de chauffage du bûcher, à la maison, 3 fois par semaine.

Il devra passer ses soirées au Coteau avec le maître jardinier et travailler avec lui le soir à la confection des paniers, des caissettes pour semis et du vitrage des châssis de couches.

Ainsi fait et signé à Lausanne, le 25 février 1910.

Charles-Auguste BUGNION,
Bertha BUGNION, Emile ANSERMIER.

Pour des obligations, outre le travail de la profession, il y en a. Mais que dire de ces défenses de fumer et de fréquenter les pintes ? Que dire surtout de cette obligation de se rendre de 15 en 15 jours au culte, à l'église, le dimanche matin ? Le richissime et mômier banquier Bugnion de Lausanne n'est cependant pas pieux et désintéressé au point de ne pas faire travailler le dimanche, comme le demanderait, paraît-il, le christianisme. Ces gens-là, pour huit tunes par mois, exigent non seulement l'effort de vos muscles et de votre intelligence — votre travail — ils veulent vos idées, vos habitudes, vos préoccupations, vos aspirations, votre personne morale. On ne se représente que difficilement un pareil accaparement. C'est le servage qui sévit parmi nous, et sans qu'il y paraisse.

Les honnêtes gens sont décidément de belles canailles.